Le Grain de sable

N° 424 – Vendredi 16 mai 2003

Les droits des travailleurs, un sujet d'étude pour les archéologues?

Dans ce numéro



1- C'est pourquoi, nous contestons la légitimité du G8 et nous exigeons sa dissolution. (Par ATTAC France)
L'une des grandes difficultés de l'appréciation du rôle du G7/G8 réside dans la confusion possible entre la parole et l'action, entre ce qui est dit dans les communiqués et la part que prennent les sommets dans la conduite des affaires du monde. On sait ce que dit le G7/G8 et non ce qu'il fait. Il faut donc lire derrière les mots.

2- Le Sommet des Amériques, deux ans plus tard (Par Virginie Harvey et Richard Fecteau)
Deux ans après ce Sommet, un bilan doit être tracé des événements qui l'ont suivi à un rythme effarant : alors que s'approche l'objectif d'une signature de la ZLÉA pour 2005, il est flagrant de voir à quel point cet enjeu a été évacué du débat public après les événements d'avril 2001.

3- Les droits des travailleurs, un sujet d'étude pour les archéologues ? (Par Eduardo Galeano)
Dans le monde, au contraire, la liberté opprime : celle de l'argent exige des travailleurs soumis à la prison de la peur, qui est la pire de toutes les prisons. Le dieu du marché menace et punit ; et n'importe quel travailleur, où qu'il soit, le sait bien. La peur du chômage, qui sert aux employeurs à réduire les coûts de leur main-d'œuvre et à multiplier la productivité, est aujourd'hui la source d'angoisse la plus répandue dans le monde. Quand la stabilité dans le monde du travail et les autres droits des travailleurs, seront-ils d'ici peu un sujet d'étude pour les archéologues ? de vagues souvenirs d'une espèce disparue ?

4- La Grogne des archéologues (Par Gilles Rollier)
Depuis maintenant plus de 15 jours, nous sommes, moi et mes collègues archéologues de l'Inrap Bourgogne (Institut National des Recherches Archéologiques Préventives) en grève totale pour protester contre un projet de loi qui met à mal la conception citoyenne que nous avons de notre activité.

5- Brèves d'OMC (Par omc.marseille)
La surcharge de l'agenda de Cancun pourrait faire capoter la Conférence - Les USA et Union Douanière d'Afrique Méridionale vont entamer des discussions sur un accord de libre-échange - Déclaration de la CISL avant Cancun - Rapport de Save the Children UK sur les effets de l'AGCS sur les enfants - La réforme de l'ORD pourrait ne pas aboutir à l'échéance du 23 Mai initialement prévue - Les nouvelles propositions de l'UE sur un accord multilatéral sur les investissements - Le succès des négociations de Doha sera le préalable à la conclusion des négociations avec l'Ansea.

Spécial Contre-G8 - Annemasse et Genève
Consulter les annonces transports et hébergement www.attac.info/g8evian
Proposer un moyen de transport / Chercher un moyen de transport : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1039-14fr
Proposer un hébergement / Chercher un hébergement : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1037-14fr
Déjà 42 annonces Transport en français et 9 annonces Hébergement en français (Si vous venez d'Espagne, d'Italie ou d'Allemagne, Autriche… ou d'ailleurs, consultez les pages dans vos langues)

Vous avez-rendez-vous avec ATTAC
Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Le G8, déjà à Genève! » - schubling@hotmail.com - http://www.attac.info/g8evian

C'est pourquoi, nous contestons la légitimité du G8 et nous exigeons sa dissolution.

Par ATTAC France

Syndicat des actionnaires majoritaires de l'économie mondiale, sorte de conseil de famille au plus haut niveau, le G8 se réunira en France, à Evian, au début du mois de juin pour la ving-huitième fois de son histoire.

Depuis 1975, les sept pays les plus riches du monde, (États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Canada et Italie, plus depuis 1997 la Russie), se retrouvent tous les ans pour discuter des problèmes du monde dans un cadre confidentiel (les entretiens personnels à huis clos sont privilégiés). A l'origine, il s'agissait d'améliorer la coopération entre pays capitalistes : le système monétaire international entrait en crise, la suspension par les Etats-Unis de la convertibilité en or du dollar en 1971 provoquant le flottement généralisé des monnaies. Les membres du G7 détiennent la majorité du capital de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, mais ils ont rapidement voulu indiquer à ces institutions les conduites économiques à suivre, au premier rang desquelles figure la libération des échanges commerciaux. La volonté d'accélérer les négociations du GATT, puis de l'OMC, est constamment réaffirmée dans les communiqués. Le potentiel financier du FMI doit être accru et ses actions encouragées. Les actions de l'OCDE sont décrites de façon élogieuse.

Car s'il ne décide officiellement de rien, le G 7 est une jet set des plus influentes : en 2000, les 7 pays, représentant 12% de la population, totalisaient 45% de la production mondiale . Les dépenses militaires de ces pays représentaient 60% des dépenses totales dans le monde. Dans cet ensemble, la part des États-Unis demeure prépondérante (près de la moitié de la production et 60% de l'armement du G7) .

Le G7/G8, auquel s'associe la Commission européenne, n'est pas un gouvernement mondial, d'autant qu'il n'existe pas de peuple mondial, mais non plus un simulacre. Avec ses réunions périodiques des chefs d'Etat et des ministres, ses " sherpas ", conseillers permanents qui en assurent le secrétariat, sa mobilisation très large d'experts de toute nature, ses relais dans toutes les institutions internationales, son accés permanent à l'ensemble des medias, il fonctionne comme une institution mondiale permanente. Or, ce petit groupe de chefs d'Etat représentant les privilégiés de la planète s'arroge le monopole de décider pour tous. Certes, les dirigeants du G8 ont été élus démocratiquement pour conduire leur pays, mais nul ne les a mandatés pour gouverner le monde : leur prétention à jouer ce rôle est donc illégitime.

Lire derrière les mots

L'une des grandes difficultés de l'appréciation du rôle du G7/G8 réside dans la confusion possible entre la parole et l'action, entre ce qui est dit dans les communiqués et la part que prennent les sommets dans la conduite des affaires du monde. On sait ce que dit le G7/G8 et non ce qu'il fait. Il faut donc lire derrière les mots.

Son credo est explicitement formulé au début des années 80. Après s'être engagé à contrôler la fluctuation des taux de change et la stabilité des prix, après avoir resserré les rangs face à l'OPEP et aux chocs pétroliers, le G7 affirme sa volonté politique. Au sortir de la récession de 1982 aux Etats-Unis, la croissance rebondit, ouvrant une ère de triomphalisme néolibéral. Les politiques de Thatcher au Royaume-Uni et de Reagan aux Etats-Unis, la rigueur mise à l'ordre du jour par le gouvernement socialiste en France semblent enterrer les velléités keynésiennes. Curieusement, malgré le rappel du chômage " dans certains de nos pays ", de la volonté de faire baisser les taux d'intérêt, et de la nécessité de la vigilance par rapport aux mécanismes monétaires et financiers, l'optimisme américain s'impose dans les communiqués du G7 . Implicitement, selon l'argumentaire des déclarations, les États-Unis avaient fait la démonstration de la supériorité du néolibéralisme.

Malgré la contraction des taux de croissance, les communiqués de 1991 à 1994 continuent d'affirmer les principaux dogmes du credo néolibéral, en particulier ceux de l'équilibre budgétaire et de la rémunération de l'épargne. Les derniers communiqués, de 2001 et 2002, restent muets sur la récession de 2000-2001 aux États-Unis ou, dans tous les pays, sur la chute de la Bourse. Crise de la dette des pays de la périphérie, succession des crises monétaires et financières en Asie, Russie, Turquie et Amérique Latine... Les évènements n'ont pas de prise sur la philosophie du G7 : les pays de la périphérie doivent aller plus avant dans la libération des échanges, des mouvements de capitaux, l'équilibre budgétaire et les réformes structurelles. Dans le communiqué de 1998, la crise asiatique est analysée sans émotion excessive : " Les perspectives mondiales demeurent dans l'ensemble bonnes. Depuis notre dernière rencontre, toutefois, elles ont été temporairement assombries par la crise financière en Asie ". Le credo néolibéral est alors réaffirmé avec la conviction habituelle : 1, la crise est due au manque de transparence et à la mauvaise gestion des affaires publiques ; 2, le plan du FMI est la solution à court terme (le G8 déclarait apprécier le " contrôle exercé par le FMI sur le système monétaire international "); 3, à plus long terme, il faut renforcer la liberté du commerce et le libre mouvement des capitaux !

Dès 1998, les mêmes reconnaissaient cependant que la crise avait aussi mis en lumière certaines " faiblesses " au niveau de l'évaluation des risques et, partant, qu'il fallait " réformer les institutions financières internationales ". Il ne s'agit pas de remettre en question les règles, mais d'en contrôler le

fonctionnement, compte tenu des dégâts. Dans l'esprit des responsables du G7, ces dégâts ont moins trait à la réduction des taux de croissance de certains pays engagés dans les réformes néo-libérales ou à la croissance des inégalités et de la misère, qu'à l'instabilité monétaire et financière susceptible de compromettre la mondialisation du néolibéralisme. La réforme, telle qu'elle est décrite dans les communiqués, aurait d'abord pour objectif d'accroître l'information et le contrôle exercé par le FMI (dont les avertissements pourraient, le cas échéant, être doublés par les pressions des gouvernements de certains pays), ainsi que le contrôle des marchés financiers.

Cette préoccupation se double finalement de la prise de conscience de la montée de la contestation et des résistances. Résultat : une place de plus en plus importante est prise par les bons sentiments dans les communiqués, qui se vident ainsi de réelle substance. Au début des années 2000, on pourrait croire que la préoccupation numéro un des gouvernements des principaux pays est désormais la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie et la préservation de la planète ! Le zèle néolibéral cède ici largement la place à la propagande, même si personne n'a effectivement intérêt à la perpétuation des aspects les plus choquants des déséquilibres économiques et écologiques mondiaux. Des mesures positives sont d'ailleurs suggérées, comme l'allégement de la dette des plus pauvres (initiative prise à Cologne, en 1998), puis son éventuelle extension (elle concerne aujourd'hui 23 pays). Le FMI reconnaît en effet qu'entre 1980 et 1999, les pays du tiers-monde ont remboursé 3.350 milliards de dollars, soit six fois plus que ce qu'ils devaient en 1980. La dette extérieure totale représentait en 2000 l'équivalent de 37,4 % de leurs produits intérieurs bruts (PIB) cumulés, contre 18,2 % en 1980, et 114,3 % de leurs recettes d'exportation, contre 84,4 % il y a vingt ans. Mais le financement par les pays du G8 du " manque à gagner de l'Initiative renforcée en faveur des PPTE ", promis en 2002, reste à prouver : le financement des deux premiers pays à avoir bénéficié dans ce cadre d'un allégement de dette de la part de la France, a, en réalité, été prélevé sur des budgets déjà inscrits au titre de la coopération.

En 2001, le G8 était enfin obligé de reconnaître que : " Au-delà de l'allègement de la dette ", les discussions se sont " concentrées " sur une " plus grande participation des PED au commerce mondial " et sur " l'accroissement des investissements privés " qui n'ont pas donné, jusqu'ici, les résultats maintes et maintes fois annoncés. Particulièrement dans certaines régions : écrasée sous le poids de la dette, l'Afrique subsaharienne n'attire en moyenne que 4% des investissements directs à destination des pays en développement (dont 60 % se concentrent sur l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola). A la veille du sommet d'Evian, Jacques Chirac annonce que la rencontre sera l'occasion de " prouver que le contrat conclu dans le cadre du NEPAD, Nouveau partenariat pour le développement, entre le G8 et l'Afrique est la source d'un nouvel élan et permet la réalisation de projets concrets qui transformeront ce continent "…

Le G8 s'est également engagé à lutter contre le sida, qui touche plus de 40 millions de personnes dans le monde, dont 90 % dans les pays en voie de développement. (95 % des malades d'Afrique subsaharienne n'ont accès à aucun traitement et sont condamnés à mort). Mais force est de constater que les 10 milliards de dollars annuels promis par le G8 en 2001 pour enrayer l'épidémie n'ont toujours pas été effectivement engagés. De plus, le Rapport du PNUD 2002 constate que " certains pays industrialisés d'où sont originaires les grands laboratoires pharmaceutiques, exercent des pressions sur les PED pour les dissuader de produire des versions génériques susceptibles de se substituer à ces médicaments sous brevet ". Il n'est donc pas étonnant que le G8 ait cru bon, pour sa part, de réaffirmer, à quelques mois de la Conférence de l'OMC à Doha, sa " détermination à maintenir des droits de propriété intellectuelle forts et efficaces " (2001). Dans ce contexte, il est donc pour le moins exagéré de déclarer que " les mesures prises par l'industrie pharmaceutique " visaient " à rendre les médicaments plus abordables " (2001).

Le décalage est immense entre les intentions affichées du G8 et les politiques menées par ses membres dirigeants, véritable orchestration de l'ordre néolibéral. Sur les questions environnementales, par exemple : alors que le G8 demandait, en 1997, l'instauration de " pratiques pour la gestion durable des forêts ", et déclarait, en 2000, vouloir " aider les collectivités indigènes " à y parvenir, une proposition d'accélération des accords de libre-échange pour les produits forestiers était faite à l'OMC par les principaux exportateurs de bois (États-Unis, Canada). Le Japon s'y oppose, mais l'Europe est favorable à une négociation globale sans exception. Les mesures actuellement en vigueur pour la protection des forêts que pourrait mettre en question l'OMC sont l'éco-certification ou encore l'interdiction d'exporter des grumes.

La position du G8 vis à vis de l'ONU est pour le moins étonnante : il réclame un processus de réformes, rendu nécessaire par " l'impact de la mondialisation de l'économie " (Lyon 1996). Mais aucune ressource financière n'y sera consacrée : il est précisé que " le taux de croissance réel des budgets des institutions est nul ou négatif ". Dans la conception de ce programme de réformes, il est surprenant de lire que l'ONU est invité à " identifier ses avantages comparatifs " (1996), ce qui met en question son rôle universel. Existe-t-il pourtant, malgré toutes ses imperfections, une institution internationale présentant des " avantages comparatifs " supérieurs à l'ONU en matière de droits économiques, sociaux et culturels ?

Les positions du G8, à l'égard de la " société civile ", sont tout autant ambigues. Pour préparer le Sommet mondial sur le développement durable d'août 2002 à

Johannesburg, le G8 prévoyait de mettre en marche " un processus préparatoire inclusif avec la société civile " (Gênes 2001), alors qu'à l'extérieur de son enceinte, le même sommet excluait cette société en lançant ses troupes contre elle, avec la violence que l'on sait. " Nous ne pouvons pas laisser une minorité violente et irresponsable perturber nos discussions sur les graves questions qui se posent dans le monde " (communiqué de 2001). Minorité qui regroupait cependant plus de 300.000 personnes venues crier leur opposition à des décisions politiques, arrêtées en leur nom sans la moindre concertation. Car le credo " mondialisateur " est, quant à lui, réaffirmé avec la violence usuelle : " Intégrer les pays pauvres dans l'économie mondiale est le moyen le plus sûr de répondre à leurs aspirations fondamentales " (communiqué de 2001).

Du doigt de pied au lac Léman

Le G7 et sa politique ont été remis en cause dés 1984. Mais dés le début des années 1980, les émeutes de la faim qui se sont produites dans de nombreux pays du Tiers-monde ont nommément accusé le FMI et indirectement le G7. Les participants de The Other Economy Summit (TOES, " doigt de pied en anglais ") ciblent donc les actionnaires du FMI lors de la réunion du G7 à Londres en 1984. Des TOES auront lieu assez confidentiellement jusqu'en 1988. L'effondrement du bloc de l'Est et la généralisation des politiques du " consensus de Washington " à l'ensemble des pays et continents transforment alors les institutions et structures internationales – G-7, FMI, Banque mondiale et OMC, à partir de 1995 – en acteurs décisifs de la mise en place de ce qu'on appellera plus tard la " mondialisation libérale ". L'année 1989 correspondait au bicentenaire du début de la Révolution française. François Mitterrand voulut donner un éclat particulier à ces festivités en les couplant à la réunion du G-7. Le sommet fut donc contesté par toutes celles et tous ceux qui, coalisés, voulaient se faire l'écho du " tiers-état " de la planète : furent organisés manifestation et concert, contre-sommet, premier " Sommet des Sept peuples parmi les plus pauvres " des 15 et 16 juillet. En dénonçant la philosophie même du G7, il prenait son contre-pied sur deux de ses fondements : non pas les plus riches, mais les plus pauvres, non pas les États mais des témoins non gouvernementaux des peuples. " Dette, apartheid, colonies, ça suffat comme ci ", le slogan inventé par Renaud répondait à un besoin profond d'expression radicale.

Mais le mouvement n'eut pas de lendemain. La contestation du G7 reprit 7 ans plus tard à Lyon dans un contexte de forte mobilisation sociale en France (grèves de décembre, marches européennes contre le chômage…). À Lyon, lors du " Sommet des 7 résistances ", émerge le constat que les politiques des 7 pays dominants creusent les inégalités entre le Nord et le Sud, mais aussi au sein de chacun de ces mondes, et donc que les questions sociales au Nord devaient aussi être au cœur des débats et des mobilisations. Les forces sociales, associations et syndicats deviennent alors des acteurs essentiels du contre-sommet et des manifestations de rue. À Lyon, on passe en outre d'une logique où les ONG du Nord ont le monopole des liens avec des mouvements du Sud qu'ils " aident et soutiennent ", à une nouvelle logique : désormais, les mouvements du Nord et du Sud s'organisent directement pour agir en commun et développer des actions solidaires (rencontres " intergalactiques " organisées par les Zapatistes au Chiapas, pendant l'été 1996, puis Forums sociaux mondiaux).

À partir de 1996, le G7 est pris à partie systématiquement. C'est à cette date d'ailleurs, constatant que les foyers de revendications se multiplient, que les membres du G7 reconnaissent la " société civile " et les ONG, en les mentionnant désormais dans les documents officiels. La campagne Jubilee 2000 décida en effet de centrer ses revendications sur le G-7, structure où siègent les chefs d'État et de gouvernement " actionnaires majoritaires des institutions financières internationales " et, à ce titre, en situation de grande responsabilité vis-à-vis de la situation d'endettement des pays du tiers-monde. Au moment de la réunion du G-7 de Birmingham, en 1998, Jubilee 2000 mobilisa plus de 70.000 personnes dans une chaîne humaine entourant le Sommet. Les manifestations furent également très importantes les années suivantes, le contre-sommet lançant en 2000 un appel au G8, pour la première fois depuis le " ça suffat comme ci " de 1989. Après Gênes, le G8 s'exile en 2002 dans les rocheuses canadiennes ; le contre sommet prend lui la route de Siby, une petite ville du Mali. Cette année, il se déroulera à Annemasse et Genève, pendant le sommet d'Evian. Une contribution du mouvement international ATTAC, adressée au G-Monde, lui sera envoyée. Elle montrera que, face à un directoire autoproclamé de la planète, un autre monde est possible.

C'est pourquoi, nous contestons la légitimité du G8 et nous exigeons sa dissolution.

Contact pour cet article. attacfr@attac.org
Ce texte reprend quelques-uns des thèmes du livre d'Attac, Le G8 illégitime, qui sortira en librairie le 27 mai

G-Monde environnement à Angers, G-8 Finances de Deauville, G-8 d'Evian, G-Monde d'Attac, luttes contre les guerres de George Bush, rassemblement du Larzac en août, contre-sommet de Cancun contre l'OMC en septembre, Forum social européen de novembre… ATTAC PRESENTE SUR TOUS LES FRONTS ! Pour jouer pleinement son rôle dans cette année exceptionnelle qu'est 2003, notre association doit mobiliser des moyens financiers que ses ressources ordinaires ne lui permettent pas de dégager. MEMBRES ET SYMPATHISANTS D'ATTAC il nous faut trouver 110 000 euros !Appel à souscription 2003 http://france.attac.org/site/page.php?idpage=2410&langue

Le Sommet des Amériques, deux ans plus tard

Par Virginie Harvey et Richard Fecteau. Forum Social Régional www.oqp2001.org/forumsocial

Les gouvernements restent sourds et vont de l'avant

Lors du Sommet des Amériques, en avril 2001, plus de 60 000 personnes ont crié haut et fort leur opposition à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) parce qu'elle constitue une attaque frontale à la démocratie et aux droits les plus fondamentaux. En clair, pour la masse d'opposants et d'opposantes, la ZLÉA symbolisait un concentré de tous les reculs sociaux que l'on veut nous faire avaler au nom du « réalisme ».

Deux ans après ce Sommet, un bilan doit être tracé des événements qui l'ont suivi à un rythme effarant : alors que s'approche l'objectif d'une signature de la ZLÉA pour 2005, il est flagrant de voir à quel point cet enjeu a été évacué du débat public après les événements d'avril 2001. Alors que toute l'attention est détournée vers la politique guerrière des Etats-Unis, il importe de se rappeler que les négociations se poursuivent et s'accélèrent dans le silence le plus complet.

Deux conclusions s'imposent d'elles-mêmes à la lumière des événements. Tout d'abord, les accusations que l'on porte à ce que représente le modèle d'intégration économique continentale se sont avérées plus que fondées, tant dans ses dimensions sociales, environnementales et économiques. Les deux dernières années ont en effet plus que démontré que le retrait de l'État de ses fonctions sociales ne saurait se traduire par autre chose qu'une amplification des inégalités sociales. La croissance économique majeure qu'ont connu les États-Unis a quant à elle fait la preuve que le modèle de développement que l'on nous impose ne fait que concentrer la richesse et demeure d'une grande précarité, comme en font foi les faillites à répétition survenues chez notre voisin du sud.

Enfin, sur un plan environnemental, il est de plus en plus clair, après la tenue d'un autre sommet sur le développement durable, en septembre 2001, que l'économie occupe le haut du pavé dans les priorités des gouvernements. Comme l'ont affirmé Georges Bush et Collin Powell, les considérations d'ordre environnemental ne sauraient, dans le contexte de la mondialisation de l'économie, prendre le dessus face aux intérêts commerciaux des principales puissances.

Une seconde conclusion s'impose également : l'intégration économique continentale se fait en bafouant complètement la démocratie la plus minimale. La dernière campagne électorale aura été un bel exemple du caractère anti-démocratique de la ZLÉA puisque ce sujet a été complètement évacué des débats, du moins en ce qui concerne les trois partis politiques qui prétendaient au pouvoir. Les médias, dans le contexte d'une crise internationale majeure, n'ont même pas abordé la question.

Malgré le silence et en raison de l'accroissement des contradictions qu'entraîne la mondialisation des marchés, la lutte continue. Au cours de l'année 2003, l'opposition à la ZLÉA prend une nouvelle forme, celle d'une consultation populaire au sein des Amériques. Puisque les gouvernements n'entendent toujours pas consulter la population au sujet de la ZLÉA, les groupes populaires, les groupes de femmes, syndicaux, et étudiants prennent l'initiative de l'organisation d'une telle consultation ; les résultats en seront annoncés au mois d'octobre, alors que la campagne contre la ZLÉA culminera par des mobilisations massives partout dans les Amériques.

D'autres Amériques sont possibles : démocratiques, fondées sur l'égalité, la solidarité et le respect de l'environnement et des droits humains.

Virginie Harvey et Richard Fecteau pour le Forum Social Régional www.oqp2001.org/forumsocial

Contact pour cet article. ligue@bellnet.ca

Les droits des travailleurs, un sujet d'étude pour les archéologues ?

Par Eduardo Galeano
Traduction. Emilie. Coorditrad traducteurs bénévoles (*)

Plus de quatre-vingt dix millions de clients se rendent, chaque semaine, aux magasins Wal-Mart. Les employés, au nombre de neuf cent mille, y ont l'interdiction absolue de se syndiquer. Si l'un d'entre eux en avait l'idée, il ne serait guère qu'un chômeur de plus. La prospère entreprise refuse ouvertement l'un des droits humains proclamés par l'Organisation des Nations Unies : la liberté d'association. Le fondateur de Wal-Mart, Sam Walton, avait reçu en 1992 la médaille de la liberté, une des plus importantes décorations remises par les Etats-Unis.

Un adulte américain sur quatre et neuf enfants sur dix dévorent au MacDonald's une nourriture plastique qui les fait grossir. Les travailleurs de MacDonald's sont aussi jetables que les repas qu'ils servent : c'est le même sort qui les attend. Eux non plus n'on pas le droit de se syndiquer.

En Malaisie, où les syndicats ouvriers continuent d'exister et d'agir, les entreprises Intel, Motorola, Texas Instrument et Hewlett Packard ont réussi à contourner cet obstacle. Le gouvernement malais a déclaré « union free », c'est-à-dire exempté de syndicat, le secteur électronique. Les cent-quatre vingt-dix ouvrières qui, en 1993, en Thaïlande, trouvèrent la mort, brûlées dans le hangar fermé de l'extérieur où elles fabriquaient les figurines de Sesame Street, de Bart Simpson ainsi que les Muppets, elles non plus n'avaient pas eu la possibilité de se syndiquer.

Bush et Gore, pendant la dernière campagne électorale l'an passé, partageaient le même point de vue sur la nécessité de continuer à imposer à travers le monde le modèle américain en matière de conditions de travail. « Notre style de travail », comme tous deux l'appelaient, est celui qui marque le pas de la globalisation, qui avance avec des bottes de sept lieues et pénètre dans les coins les plus reculés de la planète.

La technologie, en abolissant les distances, permet désormais qu'un ouvrier de Nike en Indonésie doive travailler cent mille ans pour gagner ce que touche en un an un cadre de la même entreprise, et qu'un ouvrier d'IBM aux Philippines fabrique des ordinateurs qu'il ne pourra pas acheter.

C'est le prolongement de l'époque coloniale, à une échelle jamais atteinte. Les pauvres du monde continuent à remplir leur fonction traditionnelle : en offrant des bras et des produits bon marché ; même si désormais, ils fabriquent des figurines, des chaussures de sport, des ordinateurs ou des appareils de haute technologie, en plus de produire, comme autrefois, du caoutchouc, du riz, du café, du sucre et quantité de broutilles pour le marché mondial.

Depuis 1919, 183 conventions internationales légiférant les conditions de travail dans le monde ont été signées. D'après l'Organisation Internationale du Travail, de ces 183 accords, la France en a ratifié 115, la Norvège 106, l'Allemagne 76 et les Etats-Unis … 14. Le pays qui est à la tête du processus de globalisation obéit uniquement à ses propres ordres. De cette manière, il garantit suffisamment d'impunité à ses grandes corporations, lancées à la recherche de main-d'œuvre bon marché et à la conquête de territoires que les industries sales peuvent polluer à tout va.

Paradoxalement, c'est ce même pays qui, ne reconnaissant d'autre loi que celle du travail hors de la loi, décrète aujourd'hui qu'il n'y aura pas d'autre moyen que d'inclure des « clauses sociales » et de « protection de l'environnement » dans les accords de libre échange. Qu'en serait-il alors de la liberté sans la publicité qui la camoufle ?

Ces clause sont de simples impôts que le vice paie à la vertu avec soin à la rubrique relations publiques, mais le simple fait de mentionner les droits des ouvriers fait se dresser les cheveux sur la tête des plus fervents défenseurs du salaire de la faim, de la flexibilité des horaires et de la liberté de licenciement. Depuis que Ernesto Zedillo a quitté son poste de Président du Mexique, il fait partie des commissions de direction de l'Union Pacific Corporation et du consortium Procter & Gamble qui opère dans 140 pays. Il est en plus à la tête d'une commission aux Nations Unies et fait part de ses opinions dans la revue Forbes.

En langage « technocrate », il s'indigne contre « l'imposition de modèles de travail homogènes dans le nouveaux accords commerciaux ». Traduit, cela signifie : jetons une bonne fois pour toutes à la poubelle toute la législation internationale qui protège encore les travailleurs. Le président à la retraite est payé pour prêcher l'esclavage. Mais le directeur principal en fonction chez General Electric l'annonce plus clairement : « Pour être compétitif, il faut presser les citrons. » Les faits sont là.

Face aux dénonciations et protestations, les entreprises se lavent les mains : ce n'est pas moi. Dans l'industrie post-moderne, l'activité n'est plus concentrée. Il en est ainsi partout, et plus seulement dans le secteur privé. Les trois-quarts d'une voiture Toyota sont fabriquées par des entreprises sous-traitantes. Seul un ouvrier de Wolkswagen sur cinq au Brésil est employé par l'entreprise. Parmi les quatre-vingt un ouvriers de Petrobrás morts dans des accidents de travail durant ces trois dernières années, soixante-seize travaillaient pour des entreprises sous-traitantes qui ne remplissaient pas les normes de sécurité. Grâce à ses trois cents entreprises sous-traitantes, la Chine produit la moitié de toutes les poupées Barbie pour les petites filles du monde entier. Il y a bien en Chine des syndicats mais qui obéissent à un Etat qui au nom du socialisme s'occupe de la discipline de la main-d'œuvre : « Nous combattons l'agitation ouvrière et l'instabilité sociale pour assurer un climat favorable aux investisseurs », a expliqué récemment Bo Xilai, secrétaire général du Parti Communiste dans un des plus grands ports du pays.

Le pouvoir économique est plus monopolisé que jamais, mais les pays et les personnes jouent toutes les cartes de la concurrence : voir qui est le plus offrant, qui pourrait travailler le double de temps pour la moitié de ce qu'il gagne. En marge de cela, il reste les vestiges des conquêtes obtenues par deux siècles de luttes ouvrières dans le monde. Les maquiladoras (usines d'assemblage de produits destinés à l'exportation) du Mexique, d'Amérique Centrale et des Caraïbes que l'on appelle non sans raison les « sweat shops », c'est-à-dire les ateliers de la sueur, augmentent à un rythme beaucoup plus avancé que l'industrie dans son ensemble. Huit sur dix des nouveaux emplois en Argentine sont « au noir », sans aucune protection légale. Neuf sur dix des nouveaux emplois dans toute l'Amérique latine relèvent du « secteur informel », un euphémisme pour dire que les travailleurs sont livrés à la grâce de Dieu. Quand la stabilité dans le monde du travail et les autres droits des travailleurs, seront-ils d'ici peu un sujet d'étude pour les archéologues ? de vagues souvenirs d'une espèce disparue ?

Dans le monde, au contraire, la liberté opprime : celle de l'argent exige des travailleurs soumis à la prison de la peur, qui est la pire de toutes les prisons. Le dieu du marché menace et punit ; et n'importe quel travailleur, où qu'il soit, le sait bien. La peur du chômage, qui sert aux employeurs à réduire les coûts de leur main-d'œuvre et à multiplier la productivité, est aujourd'hui la source d'angoisse la plus répandue dans le monde.

Qui est à l'abri de la panique à l'idée de rejoindre les longues files de ceux qui cherchent un emploi ? Qui ne craint pas d'être transformé en « obstacle interne », pour reprendre les propres mots du président de Coca-Cola qui, il y a un an et demi, a justifié le licenciement de milliers de travailleurs en disant qu' « on avait éliminé les obstacles internes » ? Et parmi cette multitude de questions, une dernière : face à la globalisation de l'argent qui divise le monde en vainqueurs et vaincus, l'internationalisation de la lutte pour la dignité du travail sera-t-elle possible ? Vous parlez d'un défi !

Grano de Arena. informativo@attac.org

La Grogne des archéologues

Par Gilles Rollier, Archéologue à l'Inrap (Institut National pour les Recherches Archéologiques Préventives)

Depuis maintenant plus de 15 jours, nous sommes, moi et mes collègues archéologues de l'Inrap Bourgogne (Institut National des Recherches Archéologiques Préventives) en grève totale pour protester contre un projet de loi qui met à mal la conception citoyenne que nous avons de notre activité. L'information que nous avons des autres régions laisse apparaître le même ras-le-bol général face à un gouvernement qui développe par ailleurs la tactique de la dérobade autiste pour faire passer sans dialogue et en force des lois qui desservent l'intérêt général. Cela fait maintenant près de 6 mois que le mouvement de grogne est en route. Actuellement, devant le mutisme et une attitude quelque peu totalitaire de nos ministères de tutelle (Culture et Recherche), le mouvement se radicalise. Il n'est plus simplement question de manifestations, à Paris ou ailleurs, précédée ou non de la figure emblématique du chef gaulois porté sur son bouclier. Suite à ces actions, nous n'avons eu que du mépris de la part des cabinets ministériels.

Nous devons faire partie de cette France d'un peu trop d'en bas. En revanche, notre grogne apparaît très populaire auprès du simple citoyen.

Nous recueillons très facilement la signature de notre pétition. Les signataires apparaissent de diverses catégories socio-professionnelles et de diverses opinions. Les médias de toutes sensibilités ont pu apporter à ceux-ci, au fur et à mesure de notre cheminement vers ce qui apparaît maintenant comme un état de guerre, des éléments qui lui ont permis de se forger une intime conviction sur l'entière légitimité de notre combat pour la survie.

L'archéologie, comme science historique n'est pas une activité anodine. C'est une science humaniste avant d'être du domaine des sciences humaines.

La démocratie française a eu sans cesse recours à l'histoire et à l'archéologie pour forger les images qui ont permis de faire vivre les idéaux qui rassemblent l'ensemble des citoyens du beau pays qui est le mien.

L'identité de la France n'est pas née dans des mythes mais dans l'exercice de la connaissance historique. Cela nous entraîne à cultiver des fondements démocratiques qui nous permettent de conserver une vision humaine du monde, et éventuellement, de nous opposer fondamentalement, l'histoire récente de la guerre contre l'Irak le démontre, à d'autres conceptions de la démocratie.

Aujourd'hui, les acteurs de l'archéologie nationale, et en particulier, nous, petites chevilles ouvrières de l'archéologie préventive, apportons, au fur et à mesure de notre labeur quotidien, de nouvelles données à la perception de notre peuple et de notre territoire. Ces données et leurs interprétations participent à l'entretien de l'esprit qui a fait naître les espoirs de démocratie en Europe et dans le monde.

Tous les acteurs de l'archéologie sont sensibles au rôle délicat qu'ils occupent dans l'élaboration de la conscience collective. Ils exercent au quotidien leur citoyenneté parce que l'archéologie sert l'intérêt de la Nation. Cette science ne peut servir des intérêts particuliers, commerciaux ou autres. Elle ne doit pas être asservie à des préoccupations marchandes, voire, dans le cadre de dérives possibles si l'état se désengage, être soumise à l'intérêt de groupes aux fondements douteux.

Le patrimoine archéologique est un bien national. Son aliénation risquerait de démotiver des mécanismes bicentenaires qui ont permis de ressourcer les grands idéaux communautaires dont nous avons la charge et qui font notre fierté. La connaissance de ce patrimoine est en marche. Le service public apparaît comme un des meilleurs garants permettant de maintenir notre activité de recherche dans le giron de la démocratie.

Inrap Bourgogne 0380320270
Contact pour cet article. gilles.rollier@wanadoo.fr

Brèves d'OMC

Par omc.marseille

1/ La surcharge de l'agenda de Cancun pourrait faire capoter la Conférence :

A la réunion du 2 au 4 Avril du Comité sur les Négociations Commerciales beaucoup ont exprimé leur désappointement face aux nombreuses échéances non respectées.

Certains ont fait remarquer q'avec huit sujets de négociation imbriqués les uns aux autres, il y a un fort risque pour que cela conduise le processus à une impasse. Le Brésil a ajouté qu'il était nécessaire qu'une

décision rapide sur l'agriculture soit prise pour restaurer la confiance. La Chine a souligné que les sujets d'intérêt pour les PED devaient être étudiés en priorité. Le Chili a affirmé que la partie la plus délicate des négociations restait encore à entamer. Le Maroc, s'exprimant au nom du groupe africain a estimé que l'agriculture était le sujet clé, tout particulièrement pour le continent qui détient le plus fort pourcentage de personnes vivant de la terre. Pour l'Inde, le traitement Spécial et Différencié (S & P) et la mise en pratique des accords sont les clés du programme du développement de Doha. L'UE qui ne reconnaît pas d'impasse dans les négociations, a déclaré qu'elle veut que les modalités de négocier sur les sujets de Singapour (investissement, marchés publics, politique concurrentielle et facilitation du commerce) soient confirmées à Cancun. Les USA veulent que l'Adpics et la santé trouvent une solution d'ici Cancun et que les gouvernements et l'industrie pharmaceutique coopèrent à cet effet.

Un grand nombre de PED ont indiqué qu'ils estimaient que les riches pays développés devaient faire le premier pas, en tant que plus grands utilisateurs et bénéficiaires du système commercial mondial.

Concernant le Traitement S & P, les PED ont toujours été opposés au renvoi aux comités ad hoc des propositions S & P en relation à d'autres secteurs de négociation ou qui sont déjà en cours de négociation dans d'autres comités afin qu'ils y soient considérés "prioritairement". Cette opposition tient à l'expérience qu'ils ont tiré de l'application des accords dont un certain nombre d'articles ont été délégués à d'autres comités, avec mission de les traiter "prioritairement" et qui, s'ils ont connus des discussions continues, n'ont pas vu beaucoup d'avancées.

2/ Les USA et Union Douanière d'Afrique Méridionale vont entamer des discussions sur un accord de libre-échange

L'Union (SACU en anglais) comprend le Botswana, le Lesotho, la Namibie l'Afrique du Sud et le Swaziland. Les discussions qui commenceront début Juin devraient durer jusqu'à la fin 2004. Selon les américains, il s'agit du premier accord bilatéral associant commerce et aide. Les point chauds concernent l'agriculture, les licences obligatoires et les importations parallèles pour se fournir en médicaments essentiels, les lois d'Afrique du Sud sur la prise de pouvoir économique par la population noire, l'accès aux secteurs des télécoms et aux services financiers. Pour certains économistes africains cet accord placerait l'économie des plus petites de ces nations sous tension, dans la mesure où elles devraient augmenter de façon importante leurs exportations pour faire face à la baisse de leurs revenus douaniers. Un autre sujet d'inquiétude tient à la restriction de l'usage des licences obligatoires dans le récent accord de libre-échange USA-Singapour et que la même restriction soit appliquée dans ce cas.

3/ Déclaration de la CISL avant Cancun :

Elle attend plus de démocratie et de transparence de l'OMC et souligne que les négociateurs doivent placer les sujets d'intérêt des PED avant ceux des pays développés. Parmi les 26 points de la déclaration, l'accélération de l'allégement de la dette, l'amélioration de l'assistance au développement et la réforme fondamentale des politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale. Le droit des salariés et la protection des normes sociales essentielles doivent progresser. Elle propose différents garde-fous indispensables pour s'assurer que la concurrence dans le secteur privé selon les règles de l'OMC ne mettent pas à mal les services publics ainsi que d'autres services d'intérêt général. Elle met en garde quant aux sujets de Singapour; Les règles multilatérales sur l'investissement doivent servir la promotion et la protection des politiques sociales en rendant les obligations des investisseurs contraignantes, ce qui n'est pas le cas pour les propositions jusqu'ici présentées à l'OMC. Les liens entre l'OMC et les autres organisations internationales, telle l'OIT, doivent être renforcés. Sont proposés aussi des mesures spécifiques afin d'incorporer réellement le développement durable dans tous les aspects du travail de l'OMC.

Déclaration de la CISL sur http://www.icftu.org/displaydocument.asp?Index=991217416&Language=FR

4/ Rapport de Save the Children UK sur les effets de l'AGCS sur les enfants :

Le rapport intitulé "L'AGCS et l'Eau : la Menace des Négociations sur les Services à l'OMC" s'inquiète de ses effets sur les services publics (la santé, l'éducation et l'eau de service public dans de nombreux pays) et sur les résultats que leur privatisation auraient sur les pauvres, les enfants tout particulièrement. Elle pourrait conduire à des augmentations de tarifs et compromettrait ainsi les droits des enfants à la santé et à l'usage d'une eau salubre, tels que définis par la Convention des Droits de l'Enfant. Les cas de la Philippines et de la Colombie présentent les effets de la privatisation de l'eau. Le rapport rappelle que la Commission européenne a l'intention de faire pression pour obtenir l'accès au marché à ses compagnies des eaux dans les négociations de l'AGCS qui ont lieu. L'ONG demande instamment aux membres de ne pas engager leur secteur des eaux et à l'UE de cesser de faire pression sur les Membres pour les engager.

Voir le rapport (en anglais) sur : http://www.scfuk.org.uk/development/global_pub/GATS and water.pdf

5/ La réforme de l'ORD pourrait ne pas aboutir à l'échéance du 23 Mai initialement prévue :

A la réunion de la session spéciale des 10 et 11 Avril, les membres sont encore divisés sur les questions fondamentales contenues dans les propositions et leurs craintes étaient grandes de laisser passer une nouvelle échéance sans accord. L'échec de ces négociations constituerait un revers sérieux pour le cycle de négociations de Doha, après un certain nombre d'autres échéances manquées. L'UE a suggéré d'utiliser la Conférence de Cancun pour "se mettre d'accord sur le plus grand nombre possible de sujets en discussion et de définir un cadre de négociations pour des discussions ultérieures".

6/ Les nouvelles propositions de l'UE sur un accord multilatéral sur les investissements : (14-15/4/2003)

Selon l'UE, en utilisant la méthode de listes positives du genre de celles utilisées dans l'AGCS, cela donnerait suffisamment de souplesse pour répondre aux craintes sur des règles qui restreindraient les politiques nationales en matière de développement. Des limitations à l'accès au marché ou au traitement national permettraient en outre aux Membres de protéger leurs politiques nationales en matière de création d'emploi, de transferts de technologie et de protection des minorités, tout autant que les principes de transparence et de la Nation la Plus Favorisée seraient observés et tant que les secteurs spécifiques ne seraient pas engagés. L'UE a tenté de démontrer qu'il n'existe pas de preuve objective quant à l'effet d'éviction qu'un accord multilatéral aurait sur les investissements domestiques. Et même si tel était le cas, l'UE a maintenu que les IDE tendaient à stimuler la concurrence et à promouvoir les investissements nationaux.

Un délégué d'un PED a fait remarquer que l'établissement d'un "cadre sur les investissements" n'était pas forcément synonyme d'une augmentation des flux. Beaucoup de Membres sont réticents à ouvrir une boite de Pandore au cours des négociations. Un participant à cette réunion du groupe de Travail sur le Commerce et l'Investissement a déclaré que dénommer un accord sur les investissements "Investissement pour un Cadre de Développement" n'en faisait pas pour autant quelque chose de favorable au développement.

Le commentaire de la société civile est que l'UE tente ainsi de transférer la charge de la preuve aux pays qui ne sont toujours pas convaincus de la nécessité de telles mesures. De plus l'UE ne peut garantir du résultat une fois qu'ils auraient donné leur accord pour négocier, comme on a pu s'en apercevoir dans les négociations antérieures devant l'OMC. Et bien que la proposition de l'UE permettrait à un Membre de modifier ou de se retirer de ses engagements, cela pourrait ne pas du tout se passer ainsi. D'autres ont relevé l'ironie qu'il y avait à ce que l'UE parle "d'investissement pour un cadre de Développement" alors qu'on ne relève aucun progrès sérieux dans les discussions ayant trait au développement que ce soit au sujet du traitement Spécial et Différencié ou de l'Agriculture. Pour beaucoup, PED et société civile, l'OMC n'est pas le lieu approprié pour de telles négociations.

7/ Le succès des négociations de Doha sera le préalable à la conclusion des négociations avec l'Ansea:

L'UE a lancé le 4 Avril des négociations pour un accord de libre-échange avec les pays de l'ANSEA (Association des Nations du Sud-Est Asiatique). Elle a toutefois souligné qu'un résultat positif du cycle de négociations de Doha à l'OMC, qui est actuellement quasiment au point mort, était un préalable à la conclusion des négociations avec l'ANSEA.

8/ Calendrier chargé pour Supachai, le DG de l'OMC, qui veut remobiliser avant Cancun :

Il a exprimé son intention d'utiliser à cet effet plusieurs réunions internationales importantes dans les mois à venir : La réunion ministérielle annuelle de l'OCDE fin Avril qui réunira 40 ministres des 30 pays de l'OCDE plus des principaux PED n'en faisant pas partie ; La rencontre des Ministres du Commerce de l'APEC à Bangkok en Juin et le sommet du G8 à Evian. Une mini-réunion ministérielle se tiendra en outre les 21-22 Juin à Charm El Cheik en Egypte.

Groupe Traités internationaux
Contact pour cet article. omc.marseille@attac.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 13-05-2003 >> 19-05-2003

http://attac.org/rdv/index.html

14/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lausanne
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Nantes + Lille + Grenoble + Aix en Provence + Marseille + Vendome
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

15/05

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck + Regensburg + Wien
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Regensburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + La Rochelle + Rennes + Paris 18 + Marseille + St Quentin la Poterie
PORTUGAL : http://www.portugal.attac.org /agenda.html
Lisboa

16/05

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck + Regensburg + Wien + Mattsee
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Regensburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Arras + Bagneux + Fontenay + Eaubonne

17/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Cessy + Deauville + Nantes
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Regensburg + Modling + Graz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Blagardens
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Regensburg
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Bagneux + Fontenay + Arcueil + Brest + Lyon + Cergy Pontoise + Villeneuve les Maguelonne + Evreux

18/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
St Pierre des Corps + Nantes
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Regensburg
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Regensburg

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Villeneuve les Maguelonne

19/05
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck + Graz + Angerberg
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Chateaubriant + La Rochelle